

Burundi : HRW et APRODH s'inquiètent des lynchages avec la "complicité" des autorités

@rib News, 26/03/2010 â€“ Source AFP Au moins 75 malfaiteurs prÃ©sumÃ©s ont Ã©tÃ© lynchÃ©s Ã mort par la foule en 2009 au Burundi, souvent avec la "complicitÃ©" des autoritÃ©s, selon un nouveau rapport de Human Rights Watch (HRW), qui appelle le gouvernement Ã mettre fin Ã l'"impunitÃ©". "Au Burundi, les attaques perpÃ©trÃ©es par des foules contre des prÃ©sumÃ©s malfaiteurs, souvent avec la complicitÃ© des autoritÃ©s, ont conduit Ã au moins 75 meurtres en 2009", indique ce rapport de HRW, rÃ©digÃ© avec l'Association burundais pour la protection des droits humains et des personnes dÃ©tenues (APRODH).

Selon ce document de 105 pages, intitulÃ© "La Ã©justiceÃ©™ populaire au Burundi : complicitÃ© des autoritÃ©s et impunitÃ© des autoritÃ©s ont parfois Ã©tÃ© impliquÃ©es dans des meurtres par lynchage et des passages Ã tabac de prÃ©sumÃ©s malfaiteurs (...). Elles ont Ã©galement "facilitÃ© ces actes en mettant sur pied des comitÃ©s de sÃ©curitÃ© (...) qui opÃ©rent en marge de la loi", explique le texte. "Rares sont les cas de violence populaire qui ont donnÃ© lieu Ã des enquÃªtes ou des arrestations, et aucune de ces affaires n'avait encore abouti Ã une condamnation en fÃ©vrier 2010", assure HRW, qui cite nÃ©anmoins des cas oÃ¹ des reprÃ©sentants de l'autoritÃ© ont cherchÃ© Ã s'interposer "au pÃ©ril de leur vie". Plus d'un quart des cas de "justice populaire" recensÃ©s dans ce document ont eu lieu dans la province de Ruyigi (est), avec 19 des 75 cas de lynchage enregistrÃ©s en 2009. Pour HRW et l'APRODH, "le manque de confiance dans la police et dans l'appareil judiciaire, tous deux minÃ©s par la corruption, l'incompÃ©tence et le manque de moyens" sont parmi "les facteurs qui expliquent ce phÃ©nomÃ¨ne de "justice sociale". "Les Burundais qui sont victimes d'un dÃ©lit n'attendent aucune protection de la part de la police et aucune justice de la part des tribunaux", a estimÃ© Pierre Claver Mbonimpa, le prÃ©sident de l'APRODH, en assurant qu'ils prÃ©fÃ©rent donc "recourir Ã la force pour se protÃ©ger". Il a appelÃ© le gouvernement Ã prendre "des mesures urgentes". Le Burundi, petit pays d'Afrique centrale qui sort de 13 ans de guerre civile, compte organiser Ã partir de mai une sÃ©rie de cinq scrutins dont une Ã©lection prÃ©sidentielle et des lÃ©gislatives.